

EXPORTATIONS

Le blé français doit reconquérir les marchés

Malgré une bonne récolte 2017, le blé français peine à regagner ses parts de marché dans les pays tiers. Russie et Ukraine en tête, les origines concurrentes sont parvenues à lui ravir des marchés historiques.

La filière ne pourra rebondir qu'en retrouvant compétitivité et qualité.



« I reste du blé à vendre... mais où est-il ? », s'interrogeait Jean-Pierre Langlois-Berthelot, président de

France Export Céréales le 21 mars, lors de la matinée d'information qu'organise cette association chaque année. L'an dernier à même époque, la désastreuse campagne de 2016 avait fait chuter les exportations françaises de blé vers les pays tiers (voir *Semences et Progrès* n°180). La question était alors de savoir si, après un retour à la normale en termes de production, le blé français allait retrouver les parts de marché perdues. Car la menace des nouveaux concurrents, déjà émergente auparavant, s'était transformée en véritable alternative. La Russie est devenue la première exportatrice mondiale de blé (voir encadré), devant les États-Unis. Et d'autres concurrents progressent comme l'Ukraine ou, au sein de l'Union européenne, la Bulgarie et la Roumanie. Cette année, avec une récolte revenue à près de 38 millions de tonnes, les exportations ont certes rebondi à 18 millions de tonnes, mais il leur manque au moins deux millions de tonnes pour retrouver leur niveau antérieur. Si le blé français est parvenu à relancer ses ventes grâce à sa meilleure disponibilité, force est de constater qu'il n'a pas vraiment reconquis ses positions passées. En particulier dans ses bastions historiques qui, jadis, pouvaient passer pour des chasses gardées : Maghreb, Afrique subsaharienne ou encore Égypte.

Des statistiques sans pitié

Certes, la campagne commerciale en cours n'est pas terminée, mais les chiffres, à la fin décembre 2017, étaient sans pitié. D'autant que les exportations françaises



Le blé français est parvenu à relancer ses ventes grâce à sa meilleure disponibilité, sans toutefois reconquérir vraiment ses positions passées.

s'avèrent souvent trop tardives face à la concurrence. Ainsi au Maroc, la part de marché du blé hexagonal avait chuté de 66 % à 8 % durant la campagne 2016-17. Sur la campagne en cours, elle ne s'est redressée qu'à 35 % seulement, alors que la Russie est passée en deux ans de 3 à 15 % et que l'Ukraine a bondi de 16 à 41 %. Phénomène assez comparable au Sénégal : de 72 % en 2015-16, la position française était tombée à 24 % l'année suivante et ne s'est maintenue qu'à 23 % sur l'actuelle campagne. Montée à 45 % l'an dernier, la Russie est retombée à 28 % mais l'Ukraine, absente il y a deux ans, occupe cette année 35 % du marché.

Inversement, au Cameroun, la Russie couvre désormais 48 % des besoins, l'Ukraine n'apparaît pas et la part de marché française a fondu de 60 % à 33 %. En Égypte enfin, la Russie est

en train d'écraser la concurrence sur le marché public dont elle aurait gagné 80 %, au point que l'autorité égyptienne en charge des céréales, le Gasc, cherche à retrouver un peu d'autonomie, en diminuant le taux de protéines requis dans ses appels d'offres. Et elle se partage le réseau privé, très axé sur le prix, avec l'Ukraine (40 % environ chacune). La bonne récolte 2017 en France n'a donc pas suffi : les importateurs avaient testé d'autres origines et, pire, s'en sont trouvés satisfaits. Suivant les besoins propres à chaque marché, les qualités du blé français - notamment le taux de protéines - sont, au-delà même du prix, souvent surpassées par celles de ses concurrents.

Des clients déçus

Au Maroc, « les meuniers sont déjà habitués à mêler plusieurs origines entre

PREMIÈRE EXPORTATRICE MONDIALE DE BLÉ LA RUSSIE FACE À L'ENJEU LOGISTIQUE

« Alors que ce n'était pas sa priorité après la chute du mur de Berlin, la Russie est redevenue exportatrice nette de céréales en 2001 », explique Maria Mozgovaya de Louis Dreyfus Company. En dix ans, ses exportations de blé ont bondi de 220 %, portant la part de marché mondiale de la Russie à environ 23 %. La Russie occupe la première place mondiale depuis 2015. Son blé fourrager est expédié vers l'Asie du Sud-Est, tandis que le blé meunier vise prioritairement l'Afrique et le Moyen-Orient. Cette année, une production de 85 millions de tonnes de blé est attendue, auxquelles s'ajouteront 20 millions de tonnes d'orge et de

13 millions de tonnes de maïs (en nette croissance), soit près de 120 millions de tonnes de grains, dont plus de 47 millions de tonnes devraient être exportées, du blé pour près des trois quarts. Cet essor nécessite des investissements lourds dans la logistique, les expéditions pouvant dépasser les cinq millions de tonnes certains mois. Nombre de silos doivent être remis aux normes, le gouvernement subventionne le transport ferroviaire, notamment pour les cultures les plus éloignées (Sibérie, Oural, Volga), le parc de wagons doit être optimisé, les capacités portuaires doivent être augmentées... Pour l'instant, ces contraintes renchérisent le prix du blé russe à l'export.

blé de base et blé de force », explique Rachid Chamcham, directeur du développement de la Fédération nationale de la minoterie. « Les blés de la mer Noire présentent non seulement un bon taux de protéines, mais également une meilleure force boulangère, ainsi qu'un taux d'humidité inférieur à celui de blé français, même si ce dernier reste bien équilibré. Avec le prix, la décision est facile à prendre ! » Au Sénégal, l'habitude était souvent de compléter 80 % de blé français avec 20 % de blé de force canadien. L'an dernier, le blé russe a été essayé. « Il répond à 100 % de notre cahier des charges et a éliminé les autres origines », assène Imad Talil, responsable régional meunerie au sein du groupe Olam. Il précise que le blé russe revient moins cher, entre un et trois euros la tonne, que le mélange franco-canadien... mais ouvre toutefois légèrement une autre porte : « Il semble que le mélange français-russe que nous avons expérimenté présente de bons résultats ». Au Cameroun, le beignet traditionnel - le « Camerounais » ou le « Ça va se savoir » -, qui utilise 40 % de la farine produite, présente des contraintes fonctionnelles très spécifiques. « Nous avons établi une liste de critères particuliers, comme l'élasticité au pétrissage, la consistance, l'absorption d'huile... », raconte Clodine Bessala, directrice qualité de La Pasta, fabricant de farine et de pâtes.

Fidèle naguère au blé français, son entreprise, après avoir été déçue par une expérience argentine, a découvert le blé russe. « Alors qu'il avait obtenu de très intéressants résultats, nous avons retenté l'origine française cette année, avec quelques déceptions : le blé français nécessite un taux de correction plus élevé par apport de gluten. Il demande moins de dépense énergétique, mais cela n'en compense pas le surcoût ».

Question de modèle

Ce qui était redouté depuis plusieurs années s'est donc produit. Au point que certains avouent franchement que la meilleure chance pour que le blé français retrouve un peu de son panache serait...

15 q/ha

de rendement
manquent
aux producteurs
français

au nom également de l'indépendance alimentaire des pays moins avancés.

« Plus de la moitié de notre production de blé est exportée. Suffirait-il de diminuer les surfaces pour augmenter la culture des fruits et légumes ? Nous restons sur l'idée - sauf suicide collectif - de continuer à produire pour les marchés extérieurs », affirme Jean-Pierre Langlois-Berthelot. Et Jean-François Loiseau, président d'Intercéréales, de renchéris : « Certains ne pensent qu'à fermer les frontières et à raisonner petit, mais nous avons l'obligation d'aller à l'international, y compris pour les petits producteurs. Nous devons travailler sur tous les maillons de la filière pour retrouver notre compétitivité : il nous manque une quinzaine de quintaux à l'hectare en termes de rendement, ce qui creuse notre écart tarifaire face à nos concurrents de la mer Noire, sans parler des gains à dégager au niveau de la logistique, notamment sur la collecte. Même si notre filière céréales est plutôt bien organisée en comparaison avec d'autres, un certain type de politique agricole est derrière nous. Il va falloir faire avec la diminution des soutiens publics ». Année après année, les conclusions de la matinée de France Export Céréales

« Nous avons l'obligation d'aller à l'international,
y compris pour les petits producteurs. »

une mauvaise récolte chez ses concurrents ! Mais vient s'ajouter une évolution politique dans l'Hexagone, qui s'imisce dans les débats agricoles nationaux, en phase avec une certaine vision de la fameuse montée en gamme (le bio, le local...), que certains sont tentés de relier à un repli sur le marché national,

vont dans le même sens, en s'intensifiant. Alors que certains espéraient le voir effacé en une année, l'accident conjoncturel de 2016 constituait un avertissement. La campagne actuelle résonne comme une confirmation structurelle.

Benoît Jullien